

ASSOCIATION LE BUS DES FEMMES

58, rue des Amandiers
75020 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Le Bus des Femmes à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association Le Bus des Femmes à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les faits caractéristiques de l'exercice exposés en page 15 de l'annexe aux comptes annuels et en particulier les notes de l'annexe concernant la procédure de redressement judiciaire et la réorganisation du personnel.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à la situation financière de l'association malgré le plan de continuation accordé par le tribunal. En effet, les capitaux propres négatifs et le résultat dégagé ne permettront pas de couvrir le passif généré par le passé et arrêté dans le cadre de ce plan.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que l'application du nouveau règlement comptable ANC 2018-06 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « procédure de redressement judiciaire » dans le paragraphe « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe expose la procédure en cours.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de l'Association Le Bus des Femmes adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association Les Amis du Bus des Femmes à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation.


Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.


Le présent rapport est daté du dernier jour des travaux d'audit compte tenu de la date de communication des derniers documents.

Fait à Evry, le 31 mai 2021
France Audit Consultants International

Jean Paul FRESQUET
Responsable technique



Max PEUVRIER
Commissaire aux comptes



Bilan Actif	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
	Brut	Amortissement Dépréciation	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisation Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Dotations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences logiciels et droits similaires				0
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours	93 333	80 827	12 506	11 316
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	2 700		2 700	9 364
TOTAL (I)	96 033	80 827	15 206	20 680
ACTIF CIRCULANT				
Stock et en-cours				
Avance et acomptes versées sur commande				
Créances				
Créances clients, usagers et compte rattachés				
Créances reçus par legs ou donations				
Autres	82 467		82 467	132 952
Valeurs mobilières de placement	153		153	153
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	255 122		255 122	104 786
Charges constatées d'avance	1 945		1 945	963
TOTAL (II)	339 688		339 688	238 853
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	435 721	80 827	354 893	259 533

Bilan Passif	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Statutaires ou contractuelles		
Pour projet de l'entité		
Autres	6 873	6 873
Report à nouveau	(99 536)	(71 700)
Excédent ou déficit de l'exercice	9 068	(27 836)
Situation nette (sous total)	(83 595)	(92 663)
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	7 858	13 819
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	(75 737)	(78 844)
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement		
TOTAL (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	3 969	7 057
TOTAL (III)	3 969	7 057
FONDS DEDIES		
sur subventions de fonctionnement	21 173	35 738
sur autres ressources		
TOTAL (III bis)	21 173	35 738
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	37 881	58 326
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	239 577	228 257
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	128 030	9 000
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	405 489	295 583
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (+II+III+IIIbis+IV+V)	354 893	259 533

Compte de résultat	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)	Variation relative (montant)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	418		418
Ventes de marchandises		1 010	(1 010)
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
Ventes de prestations de service			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	453 690	512 335	(58 645)
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels	17 745		17 745
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières	141 000		141 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 088	10 934	(7 846)
Utilisations des fonds dédiés	24 565		24 565
Autres produits	31	1 810	(1 779)
TOTAL (I)	640 538	526 088	114 031
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Achats de matière première	26 750	1 435	25 315
Variation de stock			
Autres achats et charges externes	189 631	120 341	69 290
Aides financières	71 746		71 746
Impôts, taxes et versements assimilés	2 711	11 020	(8 309)
Salaires et traitements	236 216	302 831	(66 615)
Charges sociales	91 607	128 275	(36 668)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 817	4 791	(974)
Dotations aux provisions			
Subventions accordées par l'association		5 000	(5 000)
Reports en fonds dédiés	10 000		10 000
Autres charges	1 559	16 415	(14 856)
TOTAL (II)	634 036	590 108	43 928
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	6 502	(64 019)	70 103
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	1	5	(4)
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (III)	1	5	(4)
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL (IV)	0	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1	5	(4)

Compte de résultat	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)	Variation relative (montant)
Opérations faites en commun			
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	6 503	(64 014)	70 099
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	22 954	42 348	(19 394)
Sur opérations en capital	5 961	1 822	4 139
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
TOTAL (V)	28 914	44 170	(15 256)
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	26 349	17 028	9 321
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
TOTAL (VI)	26 349	17 028	9 321
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	2 565	27 142	(24 577)
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Report des ressources non utilisées		44 773	(44 773)
Engagement à réaliser		35 738	(35 738)
Total des produits (I + III + V)	669 453	615 037	54 416
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	660 385	642 873	17 512
EXCEDENT OU DEFICIT	9 068	(27 836)	36 904
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL	0	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL	0	0	0

DOCUMENTS DE SYNTHÈSE 2020

Comptes annuels
Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

Annexe

Description de l'objet social, de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'association « Le Bus des Femmes » a été créée en 1994 par des femmes prostituées de Paris associées à différents professionnels de santé, sous l'impulsion de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), dans le cadre de la lutte contre le Sida.

Depuis sa création, l'association répond à un objectif de promotion de la santé globale, au sens du préambule de la constitution de l'OMS, 1946 : « La santé globale est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne constitue pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».

L'association porte une méthodologie de santé communautaire.

« La santé communautaire » fait partie intégrante de la santé publique en constituant une stratégie au sein des démarches de promotion de la santé. Sa spécificité est d'être populationnelle et non individuelle et de promouvoir et mettre en œuvre une vision globale et de proximité de la santé.

Elle est fondée sur plusieurs grands principes :

1. La santé est liée à un ensemble de facteurs (démographiques, géographiques, sociaux, économiques...) qui ne touche pas qu'un individu mais toute une population, i.e. une communauté ; ces facteurs sont répartis de manière inégale entre les territoires ;
2. La médecine, les systèmes de soins et les politiques publiques apportent rarement une approche suffisamment globale de la santé ;
3. Les comportements individuels sont difficiles à faire changer ; l'implication des « gens » est fondamentale pour parvenir à un changement ; il ne s'agit pas de faire « pour » les gens mais « avec » eux. S'appuyant sur le fait que les changements individuels peuvent être produits par le biais de l'implication dans une action collective, la santé communautaire met en œuvre une action collective locale. Ainsi, le groupe entier transforme ses normes, et une dynamique de changements peut se mettre en place. » (DGS, Direction Générale de la Santé, 2011).

En 2003, la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle a été identifiée comme une problématique prioritaire.

Au tournant du XXI^e siècle et la lutte contre la traite comme l'assistance à ses victimes, majeure et mineures, ont été incluses comme objets associatifs.

L'association milite contre l'amalgame entre prostitution et traite des êtres humains.

La traite des êtres humains est le fait, en échange d'une rémunération ou de tout autre avantage ou d'une promesse de rémunération ou d'avantage, de recruter une personne, de la transporter, de la transférer, de l'héberger ou de l'accueillir, pour la mettre à sa disposition ou à la disposition d'un tiers, même non identifié, afin soit de permettre la commission contre cette personne des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles, d'exploitation de la mendicité, de conditions de travail ou d'hébergement contraires à sa dignité, soit de contraindre cette personne à commettre tout crime ou délit (article 224-4-1 du Code pénal français).

L'association « Le Bus des Femmes » intervient donc dans le champ de la prostitution (majoritairement de rue) et y favorise les processus de travail par lesquels les membres d'une collectivité, géographique ou sociale, conscients de leur appartenance à un même groupe :

1. Réfléchissent et s'expriment en commun sur les problèmes de leur santé,
2. Participent à l'identification des besoins prioritaires ou des comportements néfastes à l'origine de problèmes,
3. Participent activement à la mise en place, au déroulement et à l'évaluation des activités les plus aptes à répondre à ces priorités,
4. Prennent en compte l'organisation des pratiques et des attitudes des groupes sociaux concernés.

LE BUS DES FEMMES intervient selon deux modalités différentes :

- 1- Les tournées réalisées grâce à un bus aménagé sur les lieux de prostitution à Paris et petite couronne (prévention, distribution de matériel de prévention, orientations vers les structures de santé, les associations, le droit commun...)
- 2- L'accompagnement au local : accompagnement social, hébergement administratif, pré-insertion et insertion professionnelle, accompagnement santé, convivialité

La file active de l'association est composée de 3 publics principalement

- Des prostituées en activité de moins de 55 ans (toutes nationalités, tous genres)
- Des prostituées de plus de 55 ans que nous appelons les « seniors »
- Des prostituées ayant choisi d'intégrer un parcours de sortie de prostitution

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : LE BUS DES FEMMES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/12/2020, dont le total est de 354 893,27 euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 9 068,13 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période de 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/05/2021 par le conseil d'administration.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 modifié par le règlement 2020-08 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et les dispositions du règlement 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Changements de méthode comptable

La première application du règlement ANC n°2018-06 a entraîné un changement de méthode comptable impactant notamment la présentation des comptes avec une réaffectation des fonds dédiés en exploitation et un reclassement des ressources par nature.

Aucune modification n'a été apportée aux comptes des exercices antérieurs présentés.

Par ailleurs, il a été convenu pour harmoniser la durée d'amortissement des immobilisations financées par la subvention Sidaction, de porter la durée d'amortissement de l'immobilisation ALTER BATIR TRAVAUX d'une valeur brute de 17 732,08€ de 6 à 10ans.

L'effet de la nouvelle méthode est calculé de façon rétrospective, comme si celle-ci avait toujours été appliquée.

L'impact du changement déterminé à l'ouverture est imputé en « report à nouveau » dès l'ouverture de l'exercice.

Ce retraitement a entraîné une reprise de la subvention de 5 960,67€ en 2020.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix de l'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre

l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivants le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

*Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

*Matériel de transport : 4 à 5 ans

*Matériel de bureau : 5 à 10 ans

*Matériel informatique : 3 ans

*Mobilier : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Fonds dédiés

Des subventions affectées par des financeurs à des projets définis, qui n'ont pu encore être utilisés à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard, sont comptabilisés en fonds dédiés lorsque la période financée pour l'action est achevée.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

Aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite n'a été signé. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Celle-ci est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,4%
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Taux de rotation du personnel : 0%
- Table de taux de mortalité : 2%

Le montant de la provision s'élève à 3 968,67 €

Faits caractéristique de l'exercice**Crise sanitaire**

Les mesures de contraintes décidées par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire liée au Coronavirus emportent pour le tissu de l'économie sociale et solidaire des conséquences, notamment sociales et financières, d'une ampleur inédite. A ce jour les conséquences qui en découlent sur la santé financière sont encore difficilement prévisibles, compte tenu des incertitudes pesant sur la durée des mesures de restrictions en cours mais également des modalités et conditions de sortie de cette crise.

Concernant notre association, nous avons enregistré l'obtention d'une subvention de 20k€ de la mairie de Paris ainsi que 100k€ de contributions financières de la fondation Vinci et de la fondation de France. L'association a par ailleurs bénéficié des mesures de soutien de l'état par l'intermédiaire de l'activité partielle à hauteur de 29k€.

Ces nouvelles ressources ont notamment permis de financer l'action Covivre (114k€), de financer la distribution d'aides exceptionnelles (5k) et de supporter le salaire des salariés affectés à ces actions.

Procédure de redressement judiciaire

En date du 11 juillet 2019, le Tribunal de Grande Instance de Paris a constaté la cessation de paiement au 4 juillet 2019 et a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de l'association.

En date du 28 mai 2020, le Tribunal de Grande Instance de Paris a arrêté le passif à un total de 141 478,94€ et a validé le plan d'apurement des dettes sur 6 annuités progressives jusqu'en 2026.

Réorganisation du personnel

L'année 2020 a été marquée par une réorganisation des équipes ayant amené la signature de 5 ruptures conventionnelles.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Concessions, Brevets et droits similaires	4 808		4 808	0
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	4 808	-	4 808	-
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements et aménagement divers	119 427		101 040	18 387
- Matériel de transport	64 196	5 007		69 203
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	65 340		59 597	5 743
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	248 963	5 007	160 637	93 333
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	9 364	0	6 664	2 700
Immobilisations financières	9 364	0	6 664	2 700
ACTIF IMMOBILISE	263 135	5 007	172 109	96 033

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Concessions, Brevets et droits similaires	4 808		4 808	0
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	4 808	0	4 808	0
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Construction sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements et aménagement divers	112 300	1 839	101 040	13 099
- Matériel de transport	62 280	1 404		63 684
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	63 067	574	59 597	4 044
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	237 647	3 817	160 637	80 827
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	0	0	0	0
ACTIF IMMOBILISE	242 455	3 817	165 445	80 827

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 87 113 €
et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	2 700		2 700
Créances de l'actif circulant			
Personnel et comptes rattachés	4 989	4 989	
Sécurité sociales et autres organisme sociaux			
Divers état et autres collectivités publiques	76 345	76 345	
Débiteurs divers	1 134	1 134	
Charges constatées d'avance	1 945	1 945	
Total	87 113	84 413	2 700
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Créances de l'actif circulant	76 345
Total	76 345

Notes sur le bilan**Fonds propres****Tableau de variation des fonds propres**

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	6 873				6 873
Report à nouveau	-71 700	-27 836			-99 536
Excédent ou déficit de l'exercice	-27 836	27 836	9 068		9 068
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	13 819			5 961	7 858
Provisions réglementées					
Total	-78 844	0	9 068	5 961	-75 737

Notes sur le bilan

Variation des fonds dédiés issus de

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			MONTANT GLOBAL	DONT REMBOURSEMENTS		MONTANT GLOBAL	DONT FONDS DEDIES CORRESPONDANT A DES PROJETS SANS DEPENSEAU COURS DES DEUX DERNIERS EXERCICES
Subventions d'exploitation							
ARS 2019	12 000		10 827			1 173	
ARS 2020		10 000				10 000	
MAIRIE DE PARIS +60 ANS	10 000		10 000				
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77	10 000					10 000	
Contributions financières							
SOLIDARITE SIDA	3 738		3 738				
Total	35 738	10 000	24 565			21 173	

Notes sur le bilan**Provisions**

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges				
Garanties données aux clients				
Pertes sur marchés à terme				
Amendes et pénalités				
Pertes de change				
Pensions et obligations similaires	7 057	0	3 088	3 969
Pour impôts				
Renouvellement des immobilisations				
Gros entretien et grandes révisions				
Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
Total	7 057	0	3 088	3 969
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice:				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 945		
Total	1 945		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 405 488 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit:

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunt obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunt (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 881	29 242	5 994	2 645
Dettes fiscales et sociales	239 577	113 060	87 787	38 730
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	128 030	128 030		
Produits constatés d'avance				
Total	405 488	270 332	93 782	41 374
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Les autres dettes sont principalement constituées des dettes envers Basiliade dans le cadre d'un partenariat portant sur la gestion de l'attribution des aides directes, l'achat et la distribution de produits alimentaires et de préventions, et la mise à disposition de salariés de Basiliade.

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT NON PARVENUES	8 480
DETTES PROVIS. PR CONGES A PAYER	15 914
CHARGES SOCIALES S/CONGES A PAYER	7 472
Total	31 866

Notes sur le compte de résultat**Détail concours publics et subvention octroyées**

	Concours publics	subvention d'exploitation	Subvention d'investissement
Union européenne			
Etat		229 690	
Collectivités territoriales		224 000	
CAF			
Autres			
Total		453 690	

Subventions d'investissement

Subvention	Montant reçu	Montant HT des acquisitions	Cumul reprise début exercice	Quote part virée au résultat de l'exercice	Cumul reprise fin exercice
SIDACTION	25 000,00	24 129,13	11 181,48	5 960,67	17 142,15
TOTAL	25 000,00 €	24 129,13 €	11 181,48 €	5 960,67 €	17 142,15 €

Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	N	N-1
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1	5
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	1	5
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	0	0
Résultat financier	1	5

Notes sur le compte de résultat

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	1 672	
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	2 838	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 664	
Honoraires RJ	15 168	
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs		1 361
RJ gain / dettes fournisseurs		21 593
Subventions d'investissement virées au résultat		5 961
TOTAL	26 341	28 914

Autres Informations

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire
Honoraire de certification des comptes : 7 920 euros
Honoraire des autres services : 0 euros

Rémunérations allouées aux dirigeants

Le Président ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	3 969
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	3 969

Autres informations

Tableau des effectifs

	N	N-1
Effectif au 31/12		
Hommes	2	2
Femmes	6	10
Cadres	1	2
Non cadres	7	10

	CDD	CDI
Mouvement de personnel 2020		
Entrées	0	3
Sorties	0	7

Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces ainsi que de biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Faute d'information fiable et quantifiable, il a été décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature.